

PROCEDURES D'EXAMEN ANNUEL DES ACTIVITES DE L'OMC
ET DE PRESENTATION DE RAPPORTS DANS
LE CADRE DE L'OMC

Adoptées par le Conseil général le 15 novembre 1995

1. Procédures de présentation de rapports applicables aux Conseils sectoriels et à leurs organes subsidiaires¹

Tous les organes constitués dans le cadre des Accords figurant à l'Annexe 1A seront tenus de présenter un rapport factuel au Conseil du commerce des marchandises. Tel devra aussi être le cas pour les organes subsidiaires établis par le Conseil du commerce des services et le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Les rapports des Conseils sectoriels seraient factuels, et indiqueraient les actions engagées et les décisions prises, avec des renvois aux rapports des organes subsidiaires; ils pourraient être établis sur le modèle des rapports du Conseil du GATT de 1947 aux PARTIES CONTRACTANTES. Chaque Conseil sectoriel devrait faire rapport au Conseil général en novembre de chaque année sur ses activités ainsi que sur celles de ses organes subsidiaires.

2. Procédures de présentation de rapports applicables au Comité du commerce et du développement, au Comité du budget, des finances et de l'administration et au Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements

Le Comité du commerce et du développement présentera un rapport au Conseil général à la fin de chaque année. Le Comité du budget, des finances et de l'administration et celui des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements présenteront aussi à la fin de l'année, en plus des rapports qu'ils présentent pendant l'année au sujet de questions spécifiques, un rapport factuel succinct.

3. Procédures de présentation de rapports applicables aux Comités chargés des Accords commerciaux plurilatéraux

Les Comités chargés des Accords commerciaux plurilatéraux visés à l'article IV:8 de l'Accord sur l'OMC seront invités à faire rapport chaque année au Conseil général.

./.

¹Il convient de noter que la Décision ministérielle de Marrakech sur le commerce et l'environnement, qui prévoit l'établissement du Comité du commerce et de l'environnement, indique que celui-ci doit faire rapport à la première réunion biennale de la Conférence ministérielle "au cours de laquelle les travaux et le mandat du Comité seront examinés, à la lumière des recommandations du Comité". Il n'est donc pas question de ce Comité dans les présentes procédures de présentation de rapports.

4. Suite donnée par le Conseil général et les Conseils sectoriels

Les Conseils sectoriels prendront note des rapports de leurs organes subsidiaires.

Le Conseil général prendra note des rapports des Conseils sectoriels, qui serviraient de base à un examen des activités de l'OMC pendant l'année. Le rapport du Comité du commerce et du développement sera adopté par le Conseil général. Il serait dûment pris note des rapports des autres organes subsidiaires mentionnés au point 2.

Le Conseil général prendrait aussi note des rapports des Comités chargés des Accords commerciaux plurilatéraux visés à l'article IV:8 de l'Accord sur l'OMC.

5. Examen effectué par la Conférence ministérielle

Le Conseil général établira tous les ans un rapport sur ses activités; celui-ci contiendrait une première section de caractère factuel, résumant les actions engagées et les décisions prises pendant l'année; une section sur le règlement des différends; une section sur les examens des politiques commerciales; et une section indiquant les rapports des Conseils sectoriels et des Comités mentionnés au point 2.

La Conférence ministérielle procéderait à un examen des activités de l'OMC au cours des deux années antérieures sur la base des rapports annuels du Conseil général. Les années où la Conférence ministérielle ne se réunirait pas, le Conseil général procéderait à un examen annuel des activités de l'OMC comme cela est mentionné au point 4.

L'examen des activités de l'OMC effectué sur la base de ces rapports pourrait avoir lieu dans le cadre d'un point de l'ordre du jour de la Conférence ministérielle consacré aux déclarations générales, lequel pourrait être intitulé: "Examen des activités de l'OMC".